

EUROPENNES : NOTRE ANALYSE

Les résultats des élections européennes confirment la crise politique qui frappe l'Europe. De grandes tendances se dégagent sur fond de crise et de dégradation de rapports de forces pour le mouvement ouvrier: abstention massive, poussée de l'extrême droite, recul de la droite traditionnelle, affaiblissement considérable de la social-démocratie, maintien de la gauche radicale avec une poussée de Syriza en Grèce et de Podemos en Espagne.

Une abstention massive

Le parti de l'abstention reste le premier parti en Europe (près de 57 % d'abstentions). Ces élections confirment le rejet massif de l'UE par les classes populaires. Ce taux d'abstention révèle la formidable crise de représentation politique qui touche presque tous les pays d'Europe et ouvrent une phase de crise politique aiguë, non seulement dans les institutions européennes, mais à terme, dans les rapports intra-européens.

La poussée de l'extrême droite, des partis populistes et néofascistes

C'est, dans bien des cas, cette abstention qui favorise les scores des partis populistes ou néofascistes. La poussée de l'extrême droite ou « des partis europhobes » submerge tout le continent. La progression des formations d'extrême droite ou populistes ne se cantonnent pas à la France : le Parti du peuple au Danemark remporte 27 % des suffrages, l'UKIP en Grande-Bretagne est en tête avec 27 % des voix exprimées, le FPO autrichien dépasse les 20%, sans compter les partis « anti Europe » - comme en Allemagne, en Pologne ou en Suède - qui se renforcent. Il faut enfin noter que des organisations ouvertement fascistes comme Aube dorée en Grèce qui obtient près de 10 %, ou le parti Jobbik en Hongrie qui dépasse la sociale démocratie avec près de 15 %, vont aussi marquer la scène politique dans leur pays. Cette poussée générale résulte de la montée des nationalismes dans une situation de crise économique et d'affaiblissement historique du mouvement ouvrier. **L'identité sociale recule devant l'identité nationale, les conflits de classes laissent la place à l'« ethnisation » des rapports sociaux, le racisme gagne des secteurs de masse des classes populaires.** « Il est plus facile de s'attaquer à l'immigré qu'au banquier »...

La droite traditionnelle

Elle recule, mais elle a confirmé sa majorité au Parlement européen en obtenant 213 députés

contre 190 au Parti socialiste européen. En s'alliant avec les centres et les libéraux, elle contrôlera le prochain Parlement. Les partis démocrates-chrétiens, droites populaires, divers centre arrivent souvent en tête, mais il faut souligner que la crise sape les bases sociales politiques et électorales des partis traditionnels. Ces partis ne sont de plus que des machines électorales. Confrontée à la pression de l'extrême droite et du nationalisme, la droite se radicalise et se fragmente: elle se radicalise sous l'influence des partis d'extrême droite, notamment sur les questions de l'immigration, ce qui provoque des différenciations internes ; elle se fragmente entre des secteurs de « droite forte » et des secteurs qui visent l'alliance avec le centre, lui-même, attiré par la social-démocratie.

La social-démocratie

Ces élections illustrent les changements structurels de la social-démocratie en Europe. La crise actuelle a accéléré son adhésion aux politiques néo-libérales et la campagne électorale de Martin Schultz, soi-disant « contre l'austérité », n'a pu camoufler cette réalité. Dans une situation de domination du capital financier, la social-démocratie, toujours soucieuse du respect des équilibres capitalistes, a donc dû rejeter les recettes keynésiennes classiques. La convergence des politiques des gouvernements de droite et de gauche libérale est manifeste aux yeux de millions de travailleurs.

La gauche radicale

La crise de l'Union européenne ne s'est pas uniquement traduite par le renforcement du vote populiste et d'extrême-droite. Un vote contestant les politiques d'austérité et le fonctionnement des institutions, à gauche de la social-démocratie s'est globalement consolidé. Il débouche sur un nombre de députés européens passant de 35 à 47. L'élément marquant est le rôle dans ces résultats des grandes luttes récentes en Europe du sud, en réponse aux attaques sociales sauvages menées contre les populations en Grèce, en Espagne et au Portugal

La situation en France :

La victoire du FN

Ce scrutin se traduit par une large victoire du FN, qui, avec 25,4 % des voix, est en tête. Dans certaines régions, ces scores atteignent ou frôlent les 30 %.

La sociologie électorale du FN, quant à elle, se confirme avec 46 % du vote ouvrier et 29 % des

18-24 ans ; deux catégories qui sont, par ailleurs, les plus abstentionnistes.

Le FN passe donc de 3 députés au Parlement européen en 2009 à 24. Il ne s'agit pas ici d'une simple percée électorale à un scrutin quelque peu spécifique mais de l'installation du FN comme premier parti en France, avec des scores, qui, après les municipales, ne peuvent que lui donner confiance.

Certes, le rôle de l'abstention n'est pas négligeable dans cette victoire du FN. Il faut noter également que ce parti non plus ne fait pas le plein de ses voix. Marine Le Pen capitalisait 6 millions de votes aux présidentielles de 2012, 4 millions de personnes se sont exprimées en faveur du FN aux Européennes. Ce scrutin reste donc peu mobilisateur pour le FN comme pour les autres partis.

Ces résultats nous amènent à nous poser deux questions: Celle de l'interprétation à donner au vote FN qui ne semble plus relever majoritairement d'un vote de contestation mais tend à devenir un vote d'adhésion et celle d'une politique spécifique à mener contre le FN.

Sur cette question, il s'agit concrètement de tout faire pour réussir les manifestations anti-fasciste du 7 juin (anniversaire de l'assassinat de Clément MERIC), et à plus long terme, d'activer ou de réactiver des cadres unitaires pour lancer des mobilisations qui pourraient converger au moment du congrès du FN.

La crise des partis « institutionnels » UMP et PS

La montée du FN se conjugue avec la crise de la droite et celle de la gauche.

L'UMP arrive en 2^{ème} position aux élections et perd un nombre non négligeable de députés au Parlement européen. Ses résultats montrent que la droite peine à incarner l'opposition à un gouvernement menant une politique néo-libérale qu'eux-mêmes n'ont pas osé mener. L'affaire Bygmalion et la démission de Coppé risque d'achever un parti au bord de l'implosion et fortement tiraillé entre un rapprochement avec le centre ou une recomposition avec le FN ou du moins sur le terrain du FN.

Quant aux résultats du PS, ils confirment son impopularité dans la droite ligne du désaveu des municipales. Avec 13,98 % des voix, sa base électorale est réduite à sa portion congrue. Pourtant, à entendre Valls et Hollande le cap va être maintenu, quitte à entraîner une « pasokisation » du PS.

Les Verts sont emportés dans la tourmente du PS, preuve qu'ils restent associés à la gauche gouvernementale.

La crise politique due aux discrédits des partis pourrait bien connaître une accélération dont on ne sait quelles formes elle pourrait prendre étant donné l'effondrement du mouvement ouvrier.

Les scores de la gauche radicale

Ce scrutin, bien que peu mobilisateur, est le premier depuis les présidentielles permettant d'évaluer nationalement les forces à la gauche du PS, les municipales étant à géométrie variable selon les configurations locales.

Or, le constat est qu'avec 6,33 % pour le FdG, 1 % pour LO et 0,4% pour le NPA, l'espace politique occupé « traditionnellement » par la gauche radicale se rétracte (aux présidentielles et aux dernières Européennes les résultats additionnés étaient à plus de 10%.)

Le Front de Gauche avec ses divisions municipales et ses discours nationalistes ne reconduit pas - loin s'en faut - son score de la présidentielle et manifestement n'arrive pas à capitaliser les déçus du PS, pas plus que LO et le NPA ne parviennent à regrouper les déçus du FdG.

Ces faibles résultats confirment l'atonie du terrain social. Les faibles mobilisations face au rouleau compresseur des réformes gouvernementales se traduisent également dans les urnes avec un effondrement de la gauche politique et syndicale.

Les résultats du NPA

Avec 0,4 % des suffrages exprimés, il est indéniable que nous faisons un très mauvais score. Une situation paradoxale avec le regain de sympathie que nous avons connu ces derniers temps dans notre milieu. Très certainement, nous avons pâti de ne pas pouvoir faire une campagne dans les règles de l'art avec adressage à domicile des bulletins de vote et circulaires. Le choix de nous présenter dans un maximum d'eurorégions nous était apparu comme le plus judicieux notamment pour avoir accès aux médias. Mais force est de constater, qu'à un scrutin où la campagne est très courte et pour lequel les électeurs étaient particulièrement indécis, ne pas avoir de profession de foi a pesé.

Néanmoins, il est manifeste que nous avons du mal à faire entendre notre voix et à incarner une alternative.

Nous ne devons pas pour autant baisser les bras, l'ampleur de la crise économique, sociale et politique doit nous encourager à poursuivre la ligne que nous avons suivie, celle d'une **démarche unitaire tout en réaffirmant notre indépendance pour construire une opposition de gauche au gouvernement et ne pas laisser un boulevard à l'extrême-droite.**

Concrètement, nous allons réinvestir et élargir le collectif national du 12 avril mais aussi les collectifs locaux pour pousser à l'action mais aussi à la réflexion collective entre le mouvement politique, le mouvement social et le mouvement syndical.